

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205002]

7 SEPTEMBRE 2017. — Circulaire marchés publics. — Insertion de clauses sociales dans les marchés publics. — Obligation d'insérer des clauses sociales dans les marchés publics de travaux en matière de voiries et d'équipement de zones d'activités économiques > 750.000 € H.T.V.A.

A l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs wallons régionaux et des opérateurs de développement économique

I. Contexte

Dans sa déclaration de politique régionale 2017-2019, le Gouvernement wallon s'est engagé à promouvoir l'intégration de clauses sociales dans les marchés publics. Cette intention s'est traduite par plusieurs décisions du Gouvernement :

- 22 octobre 2015 et 28 avril 2016 : décisions du Gouvernement wallon d'amplifier la dynamique des clauses sociales en Wallonie;

- 21 juillet 2016 : adoption d'une circulaire imposant aux pouvoirs adjudicateurs régionaux l'insertion de clauses sociales dans les marchés publics de travaux - bâtiments > 1 million € H.T.V.A.

Le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques conditionne par ailleurs l'acceptation des demandes de périmètre de reconnaissance économique notamment à l'intégration de clauses sociales dans les cahiers des charges relatifs à des travaux de viabilisation.

II. Objectif et définition

Les clauses sociales sont des stipulations contractuelles par lesquelles un pouvoir adjudicateur poursuit, au travers d'un marché public, un objectif de politique sociale, distinct de la commande publique, visant à contribuer directement au bien-être de la collectivité. Cet objectif de politique sociale peut inclure :

- des visées socioprofessionnelles, c'est-à-dire que le pouvoir adjudicateur poursuit un objectif de formation/insertion de demandeurs d'emploi, d'élèves, de stagiaires ou d'apprenants et/ou un objectif d'intégration de personnes en situation de handicap;

- d'autres visées, comme par exemple s'assurer que les services publics, édifices publics, transports publics et l'information publique seront accessibles à tous y compris aux personnes handicapées, améliorer l'ergonomie et la sécurité des travailleurs dans leur poste de travail, lutter contre la pauvreté et la précarité, promouvoir l'égalité des chances, etc...

La présente circulaire porte exclusivement sur les clauses sociales à visée socioprofessionnelle. Elles visent à accueillir sur les chantiers publics des stagiaires/apprenants en formation et/ou à permettre à des entreprises d'économie sociale d'insertion (dont l'objectif est l'insertion ou l'intégration de personnes handicapées ou défavorisées) de réaliser une partie des travaux publics.

III. Champ d'application de la circulaire

III. 1. Pouvoirs adjudicateurs concernés

La présente circulaire est applicable à l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs régionaux wallons, c'est-à-dire le Gouvernement wallon, le Service public de Wallonie, les organismes d'intérêt public et les institutions qui en dépendent.

La présente circulaire est également applicable à tous les opérateurs de développement économique souhaitant bénéficier des subsides régionaux en vertu du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

III. 2. Marchés publics concernés

La présente circulaire vise à insérer systématiquement des clauses sociales dans tous les marchés de travaux relatifs à l'aménagement de voiries et à l'équipement de zones d'activités économiques dont le montant est supérieur ou égal à 750.000 € H.T.V.A., étant donné leur potentialité à rapprocher de l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

En particulier, sont visés par la présente circulaire les travaux suivants :

a) l'aménagement de voiries :

- la création, l'aménagement et l'entretien des voiries publiques, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion;

- la création et l'aménagement des parkings établis sur le domaine public;

- la construction, la réfection et le renouvellement d'aqueducs et d'égouts;

- l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public;

b) l'équipement de zones d'activités économiques :

- les travaux de viabilisation (conformément à l'article 1^{er}, 3^o, du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques).

Sont cependant exclus de l'application de la présente circulaire :

- a) les marchés de services, lorsqu'ils ne sont pas accessoires à un marché de travaux;
- b) les travaux liés aux impétrants (connexion aux réseaux de gaz, eau, électricité,...).

IV. Les outils mis à disposition des pouvoirs adjudicateurs

La Wallonie a élaboré une série d'outils à destination des pouvoirs adjudicateurs wallons en matière de clauses sociales pour les marchés de travaux. Ces outils ont été développés en partenariat avec les représentants des acteurs concernés par les marchés de travaux (pouvoirs adjudicateurs, juristes, secteur de la construction, secteur de l'économie sociale d'insertion).

IV. 1. Des clauses sociales-types

La législation des marchés publics offre de nombreuses possibilités d'insertion de considérations sociales dans les cahiers des charges. Toutefois, un nombre limité de clauses-types a été développé en Wallonie, dans un souci de simplification pour les pouvoirs adjudicateurs mais aussi pour les entreprises. Être confronté à des textes différents selon les pouvoirs adjudicateurs complique en effet considérablement le travail des entreprises, au détriment de l'objectif poursuivi.

Les textes et annexes des clauses sociales-types mis à disposition des pouvoirs adjudicateurs sont disponibles sur le portail wallon des marchés publics (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales travaux). Un guide pratique est également téléchargeable sur ce portail wallon.

IV. 2. Quelle clause sociale choisir ?

Le choix de la clause sociale va dépendre de considérations pratiques :

- d'une part, la durée du chantier : est-elle supérieure ou inférieure à 4 mois ? L'option "formation" des clauses sociales exige une durée minimale de chantier pour que le stage proposé à un stagiaire puisse lui apporter une réelle expérience pratique;

- d'autre part, la nature des travaux : y a-t-il des entreprises d'économies sociales d'insertion actives dans les travaux visés ? Le recours à ces entreprises n'est possible que s'il existe une offre suffisante dans le bassin économique du chantier. Dans le cadre de la présente circulaire, cela sera principalement possible lorsque les marchés de travaux comprennent l'aménagement d'espaces verts.

Pour vous aider dans ce choix, un arbre décisionnel est téléchargeable sur le portail wallon des marchés publics (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales - travaux > quelle clause sociale choisir ?).

IV. 3. Des facilitateurs clauses sociales pour vous accompagner

Des facilitateurs clauses sociales sont disponibles pour vous accompagner à tous les stades du marché (de l'insertion d'une clause sociale dans un cahier des charges à la délivrance de l'attestation de bonne exécution de la clause sociale, en passant par le contrôle de l'exécution de la clause sociale et l'éventuel calcul des pénalités).

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent s'adresser à leurs facilitateurs en envoyant un email à l'adresse suivante :

- pouvoirs adjudicateurs régionaux, en ce compris les opérateurs de développement économique qui dépendent de la Wallonie : clausessociales@spw.wallonie.be;

- pouvoirs adjudicateurs locaux, en ce compris les opérateurs de développement économique qui en dépendent : marchespublics.pouvoirslocaux@spw.wallonie.be ou marchespublics@uvcw.be (pour les membres de l'UVCW).

A noter que des facilitateurs clauses sociales accompagnent également les entreprises « classiques » du secteur de la construction (clausessociales@ccw.be) et les entreprises d'économie sociale d'insertion (clausessociales@sawb.be), à tous les stades du marché.

V. Comment procéder ?

Pour simplifier le travail du pouvoir adjudicateur, les démarches concrètes à réaliser pour insérer une clause sociale dans un marché de travaux sont décrites ci-dessous étape par étape.

Au stade de la passation du marché :

1. choisissez la clause sociale pertinente souhaitée, avec l'aide de votre facilitateur si besoin;
2. téléchargez les textes de la clause (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales travaux) et insérez-les dans votre cahier des charges;
3. contactez votre facilitateur clause sociale pour déterminer l'effort de formation/d'intégration à intégrer dans le cahier des charges et le coût y lié (toujours inférieur à 1 % du montant du marché).

Pour ce faire, il vous sera demandé de communiquer le montant estimé des travaux, la nature de travaux, la durée approximative de chantier et la localisation du chantier;

4. insérez l'effort de formation/intégration dans le cahier des charges et le coût de la *prestation sociale de formation* dans le métré (coût fixe déterminé par le pouvoir adjudicateur). Consultez le guide pratique ou contactez votre facilitateur si besoin.

La clause sociale n'entre pas dans la comparaison des offres car il s'agit d'une condition spéciale d'exécution du marché (sauf si vous réservez un lot à l'économie sociale d'insertion - consultez le guide pratique).

Au stade de l'exécution :

5. rappelez l'obligation d'exécuter la clause sociale dans l'ordre de commencer les travaux et fixez la date de la moitié du délai d'exécution du chantier (des obligations précises en matière d'exécution de la clause sociale y sont liées). Contactez votre facilitateur si besoin (il dispose d'outils pratiques pour vous accompagner);

6. envoyez une copie de l'ordre de commencer les travaux à votre facilitateur, il se mettra ainsi en contact avec le facilitateur "entreprises" qui aidera l'adjudicataire à entreprendre ses démarches pour l'exécution de la clause sociale;

7. réceptionnez les documents relatifs à l'exécution de la clause sociale :

- avant l'exécution, pour vous permettre de savoir précisément quand la clause sociale est exécutée et de contrôler cette exécution effective lors de vos visites de chantier;

- à la moitié du délai d'exécution du chantier, pour vous permettre de vérifier que l'adjudicataire envisage bien, s'il ne l'a pas encore exécutée en tout ou partie, d'exécuter sa clause sociale;

- après l'exécution, pour vous permettre de contrôler l'exécution complète ou partielle de la clause sociale et de calculer les pénalités spéciales à appliquer le cas échéant (contactez votre facilitateur si besoin, il dispose d'outils pratiques pour vous accompagner);

8. dressez si nécessaire un procès-verbal de manquement. Un tel procès-verbal doit être établi :

- si vous n'avez reçu aucun document à la moitié du délai d'exécution du chantier (et appliquez dès ce moment la pénalité dissuasive si les justifications apportées sont insuffisantes);

- lors du décompte final si la clause sociale est inexécutée ou exécutée partiellement (et appliquez les pénalités spéciales si les justifications apportées sont insuffisantes);

9. payez les montants relatifs à l'exécution de la clause sociale *en cas de recours à un dispositif de formation uniquement*, sur base des pièces justificatives introduites (contactez votre facilitateur si besoin, il dispose d'outils pratiques pour vous accompagner);

10. délivrez l'attestation de bonne exécution de la clause sociale en cas d'exécution complète de la clause sociale (téléchargeable sur <http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales travaux);

11. envoyez une copie de l'attestation de bonne exécution de la clause sociale à votre facilitateur clauses sociales, ainsi que le montant remboursé à l'adjudicataire pour la *prestation sociale de formation*, afin qu'il puisse réaliser le rapportage demandé par le Gouvernement sur les clauses sociales.

VI. Suivi des marchés intégrant des clauses sociales

Le Gouvernement wallon a mis en place un Groupe Directeur chargé de suivre la mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés de travaux en Wallonie, de développer et d'adapter les outils et d'évaluer l'impact de l'insertion des clauses sociales tant sur les bénéficiaires des clauses sociales que sur le tissu économique wallon.

Ceci implique de mettre en place un suivi des marchés publics intégrant une clause sociale. Il est dès lors demandé aux pouvoirs adjudicateurs wallons visés par la présente circulaire de communiquer à leur facilitateur clause sociale :

- la copie de l'ordre de commencer les travaux;
- la copie de l'attestation de bonne exécution de la clause sociale;
- le montant payé à l'adjudicataire en cas de *prestation sociale de formation*.

Ces informations seront utilisées pour améliorer de façon continue le dispositif.

VII. Plus d'informations ?

- si vous désirez une information juridique sur les clauses sociales (mais aussi éthiques et environnementales), la note de cadrage juridique peut vous aider. Celle-ci vous présente les dispositions légales qui permettent d'insérer des clauses sociales dans les marchés publics (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales - travaux > quelle clause sociale choisir ?);

- si vous désirez insérer une clause sociale dans un marché public de services ou de fournitures, un helpdesk est à votre disposition à l'adresse suivante : marchespublics.responsables@spw.wallonie.be (ce helpdesk est également compétent pour l'insertion de clauses environnementales et éthiques).

VIII. Entrée en vigueur

La présente circulaire entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Pour les opérateurs de développement économique, les mesures transitoires fixées dans le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques, demeurent pleinement d'application et, singulièrement, l'article 89, § 1^{er}.

Namur, le 7 septembre 2017.

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205002]

7. SEPTEMBER 2017 — Rundschreiben über öffentliche Aufträge — Aufnahme von Sozialklauseln in die öffentlichen Aufträge. — Verpflichtung, Sozialklauseln in die öffentlichen Bauaufträge für Straßenbau und Ausrüstung von Gewerbegebieten > 750.000 EURO ausschl. MwSt. aufzunehmen

An alle regionalen öffentlichen Auftraggeber der Wallonie und Träger der wirtschaftlichen Entwicklung,

I. Hintergrund

In ihrer Erklärung zur regionalen Politik 2017-2019 hat sich die Wallonische Regierung dazu verpflichtet, die Einführung von Sozialklauseln in die öffentlichen Aufträge zu fördern. Diese Absicht hat zu mehreren Regierungsbeschlüssen geführt:

- 22. Oktober 2015 und 28. April 2016: Beschlüsse der Wallonischen Regierung zur Stärkung der Dynamik der Sozialklauseln in der Wallonie;
- 21. Juli 2016: Verabschiedung eines Rundschreibens, durch das die Aufnahme von Sozialklauseln in die öffentlichen Bauaufträge (Gebäude) > 1 Million Euro ausschl. MwSt. verbindlich gemacht wird.

In dem Dekret vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete wird insbesondere die Genehmigung der Anträge auf wirtschaftliches Anerkennungsgebiet von der Einführung von Sozialklauseln in Lastenhefte, die sich auf Erschließungsarbeiten beziehen, abhängig gemacht.

II. Zielsetzung und Definition

Sozialklauseln sind vertragliche Bestimmungen, durch die ein öffentlicher Auftraggeber im Rahmen eines öffentlichen Auftrags ein sozialpolitisches Ziel verfolgt, das sich vom öffentlichen Auftrag unterscheidet, und dazu dient, direkt zum Wohlbefinden der Allgemeinheit beizutragen. Dieses sozialpolitische Ziel kann folgende Absichten umfassen:

- sozial-berufliche Absichten: der öffentliche Auftraggeber verfolgt ein Ziel im Bereich der Ausbildung/Eingliederung von Arbeitsuchenden, Schülern, Praktikanten bzw. Lernenden und/oder ein Ziel im Bereich der Eingliederung von Personen mit einer Behinderung;
- sonstige Absichten, wie z.B. die Sicherstellung, dass die öffentlichen Dienste, Gebäude, Verkehrsmittel und Informationen allen, d.h. auch Personen mit einer Behinderung, zugänglich sind, die Verbesserung der Ergonomie am Arbeitsplatz und der Sicherheit der Arbeiter, die Bekämpfung der Armut und der unsicheren Lebensverhältnisse, die Förderung der Chancengleichheit usw.

Vorliegendes Rundschreiben betrifft ausschließlich die Sozialklauseln in einem sozial-beruflichen Rahmen. Diese zielen darauf ab, Praktikanten/Lernende auf öffentlichen Baustellen aufzunehmen und/oder Unternehmen der Eingliederungssozialwirtschaft (deren Zweck in der Eingliederung bzw. Integration von behinderten oder benachteiligten Personen besteht) zu erlauben, einen Teil der öffentlichen Arbeiten auszuführen.

III. Anwendungsbereich des Rundschreibens

III. 1. Betroffene öffentliche Auftraggeber

Vorliegendes Rundschreiben ist auf die gesamten regionalen öffentlichen Auftraggeber der Wallonie anwendbar, d.h. auf die Wallonische Regierung, den Öffentlichen Dienst der Wallonie, die Einrichtungen öffentlichen Interesses und die von ihnen abhängenden Einrichtungen.

Vorliegendes Rundschreiben findet ebenfalls auf alle Träger der wirtschaftlichen Entwicklung Anwendung, die aufgrund des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete in den Genuss der regionalen Zuschüsse gelangen möchten.

III. 2. Betroffene öffentliche Aufträge

Vorliegendes Rundschreiben zielt darauf ab, in alle Bauaufträge, die sich auf den Straßenbau und die Ausrüstung von Gewerbegebieten beziehen und deren Betrag mindestens 750.000 EUR ausschl. MwSt. beträgt, systematisch Sozialklauseln aufzunehmen, weil sie geeignet sind, Personen, die vom Berufsleben entfernt sind, an eine Beschäftigung heranzuführen.

Insbesondere folgende Arbeiten sind vom vorliegenden Rundschreiben betroffen:

a) Straßenbau:

- Bau, Ausbau und Instandhaltung der öffentlichen Straßen und Wege, darunter auch die Ausstattung, etwa Stadtmobiliar, Verkehrsschilder, Anpflanzungen und die entsprechend errichteten Kunstbauwerke;
- Bau und Ausbau der auf öffentlichem Gebiet eingerichteten Parkplätze;
- Aufbau, Wiederinstandsetzung und Erneuerung von Aquedukten und Kanalisationen;
- Aufstellung, Ausdehnung, Verlagerung und Erneuerung der öffentlichen Beleuchtung;

b) Ausrüstung von Gewerbegebieten:

- Erschließungsarbeiten (gemäß Artikel 1 Ziffer 3 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete).

Ausgeschlossen von der Anwendung des vorliegenden Rundschreibens sind jedoch:

a) Dienstleistungsaufträge, insoweit sie nicht an einen Bauauftrag gebunden sind;

- b) Arbeiten im Zusammenhang mit Versorgungsleitungen (Anschluss an das Gas-, Wasser-, Stromversorgungsnetz,...).

IV. Instrumente, die den öffentlichen Auftraggebern zur Verfügung gestellt werden

Was die Sozialklauseln für Bauaufträge betrifft, hat die Wallonie eine Reihe von Instrumenten entwickelt, die von den wallonischen öffentlichen Auftraggebern angewandt werden können. Diese Instrumente wurden in Zusammenarbeit mit Vertretern der im Bereich der Bauaufträge tätigen Akteure (öffentliche Auftraggeber, Juristen, Baugewerbe, Eingliederungssozialwirtschaft) ausgearbeitet.

IV. 1. Muster-Sozialklauseln

Die Gesetzgebung im Bereich der öffentlichen Aufträge bietet mehrere Möglichkeiten zur Einführung von sozialen Erwägungen in Lastenhefte. Aus Gründen der Vereinfachung zugunsten der öffentlichen Auftraggeber sowie der Unternehmen wurden in der Wallonie jedoch relativ wenige Musterklauseln erarbeitet. Die Tatsache, dass eine Vielfalt von Texten unterschiedlicher öffentlicher Auftraggeber existiert, hat zur Folge, dass die Arbeit der Unternehmen in erheblichem Maße erschwert wird, was sich wiederum nachteilig auf das verfolgte Ziel auswirkt.

Die Texte und Anhänge der Muster-Sozialklauseln, die den öffentlichen Auftraggebern zur Verfügung gestellt werden, können auf der wallonischen Portalseite für öffentliche Aufträge eingesehen werden (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales travaux). Dort kann auch eine praktische Anleitung heruntergeladen werden.

IV. 2. Welche Sozialklausel ist geeignet?

Die Wahl der Sozialklausel hängt von praktischen Erwägungen ab:

- einerseits, der Dauer der Baustelle: Beträgt sie mehr oder weniger als 4 Monate? Für die Option "Ausbildung" der Sozialklauseln muss die Baustelle eine Mindestdauer aufweisen, damit die praktische Ausbildung des Praktikanten überhaupt eine reelle Erfahrung darstellen kann;

- andererseits, der Art der Arbeiten: Gibt es Unternehmen aus der Eingliederungssozialwirtschaft, die in dem betroffenen Bereich tätig sind? Es kann nur dann auf diese Unternehmen zurückgegriffen werden, wenn im wirtschaftlichen Einzugsgebiet der Baustelle ein ausreichendes Angebot besteht. Im Rahmen des vorliegenden Rundschreibens ist dies hauptsächlich dann der Fall, wenn die Bauaufträge die Einrichtung von Grünanlagen umfassen.

Um Ihnen bei dieser Wahl zu helfen, steht auf der wallonischen Portalseite für öffentliche Aufträge (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales - travaux > quelle clause sociale choisir ?) ein Entscheidungsbaum zum Herunterladen bereit.

IV. 3. Vermittler von Sozialklauseln stehen Ihnen zur Seite

Vermittler von Sozialklauseln stehen Ihnen zur Verfügung, um Sie in jedem Stadium des Auftragsverfahrens zu begleiten (d.h. von der Einfügung einer Sozialklausel in ein Lastenheft bis hin zur Ausstellung der Bescheinigung über die ordnungsgemäße Umsetzung der Sozialklausel, wie auch bei der Kontrolle dieser Umsetzung oder der eventuellen Berechnung der Vertragsstrafen).

Die öffentlichen Auftraggeber können sich an ihre Vermittler wenden, indem sie eine E-Mail an folgende Adresse richten:

- regionale öffentliche Auftraggeber, einschließlich der Träger der wirtschaftlichen Entwicklung, die von der Wallonie abhängen: clausessociales@spw.wallonie.be;

- lokale öffentliche Auftraggeber, einschließlich der Träger der wirtschaftlichen Entwicklung, die von ihnen abhängen: marchespublics.pouvoirslocaux@spw.wallonie.be bzw. marchespublics@uvcw.be (für Mitglieder der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie - "UVCW").

Es sei darauf hingewiesen, dass die Vermittler von Sozialklauseln ebenfalls "traditionelle" Unternehmen aus dem Bausektor (clausessociales@ccw.be) und Unternehmen aus der Eingliederungssozialwirtschaft (clausessociales@sawb.be) begleiten, und dies in jedem Stadium des Auftragsverfahrens.

V. Wie ist vorzugehen?

Um die Arbeit des öffentlichen Auftraggebers zu vereinfachen, werden alle konkreten Schritte zur Aufnahme einer Sozialklausel in einen Bauauftrag Schritt für Schritt nachstehend aufgelistet.

Auftragsvergabe:

1. die gewünschte einschlägige Sozialklausel wählen, bei Bedarf mit der Hilfe Ihres Vermittlers;
2. die Texte der Sozialklausel herunterladen (<http://marchespublics.wallonie.be> > *clauses sociales travaux*) und sie in Ihr Lastenheft einfügen;
3. Ihren Vermittler von Sozialklauseln kontaktieren, um die in das Lastenheft einzuführenden Ausbildungs-/Eingliederungszusatzmaßnahmen und die damit verbundenen Kosten (immer unter 1% des Auftragswerts) zu bestimmen.

Zu diesem Zweck werden Sie den geschätzten Wert der Arbeiten, die Art der Arbeiten, die ungefähre Dauer und den Standort der Baustelle mitteilen müssen;

4. die Ausbildungs-/Eingliederungszusatzmaßnahmen in das Lastenheft und die Kosten der *sozialen Ausbildungsleistung* in das Aufmaß (von dem öffentlichen Auftraggeber bestimmter Festpreis) einfügen. Dazu steht Ihnen die praktische Anleitung oder, gegebenenfalls, Ihr Vermittler zur Verfügung.

Die Sozialklausel wird beim Vergleich der Angebote nicht berücksichtigt, da es sich um eine besondere Ausführungsbedingung des Auftrags handelt (außer wenn Sie ein Los für die Eingliederungssozialwirtschaft vorbehalten - siehe praktische Anleitung).

Ausführung:

5. Bei der Anweisung, mit den Arbeiten zu beginnen, den Auftragnehmer an die Pflicht, die Sozialklausel umzusetzen, erinnern und das Datum festlegen, das der Hälfte der Ausführungsfrist der Arbeiten entspricht (bestimmte Verpflichtungen in Bezug auf die Umsetzung der Sozialklausel sind an diese Frist gebunden). Soweit erforderlich ist Ihr Vermittler zu kontaktieren (er verfügt über praktische Instrumente, um Sie zu beraten);

6. Ihrem Vermittler eine Kopie der Anweisung, mit den Arbeiten zu beginnen, übermitteln; dieser wird daraufhin den Vermittler für Unternehmen kontaktieren, welcher den Auftragnehmer bei seinen Schritten zur Umsetzung der Sozialklausel unterstützen wird;

7. die Dokumente in Bezug auf die Umsetzung der Sozialklausel in Empfang nehmen:

- vor der Ausführung, damit Sie genau wissen können, wann die Sozialklausel ausgeführt wird, und sie somit in der Lage sind, ihre tatsächliche Umsetzung bei ihren Baustellenbesichtigungen zu kontrollieren;

- bei der Hälfte der Ausführungsfrist der Arbeiten, damit Sie prüfen können, ob der Auftragnehmer tatsächlich beabsichtigt, seine Sozialklausel auszuführen, falls er sie noch nicht (ganz oder teilweise) umgesetzt hat;

- nach der Ausführung der Arbeiten, damit Sie die vollständige oder teilweise Umsetzung der Sozialklausel kontrollieren können, und ggf. die besonderen anzuwendenden Vertragsstrafen berechnen können (Soweit erforderlich ist Ihr Vermittler zu kontaktieren; er verfügt über praktische Instrumente, um Sie zu beraten);

8. falls erforderlich ist ein Protokoll über die Nichteinhaltung zu erstellen. Ein solches Protokoll ist in folgenden Fällen Pflicht:

- wenn Sie bei der Hälfte der Ausführungsfrist der Baustellenarbeiten kein einziges Dokument erhalten haben (wobei Sie ab diesem Zeitpunkt die sgt. abschreckende Vertragsstrafe auferlegen, wenn die vom Auftragnehmer vorgebrachten Rechtfertigungen unzureichend sind);

- bei der Endabrechnung, wenn die Sozialklausel nicht oder nur teilweise umgesetzt wurde (wobei Sie die besonderen Vertragsstrafen auferlegen, wenn die vom Auftragnehmer vorgebrachten Rechtfertigungen unzureichend sind);

9. *Ausschließlich in dem Falle, wo eine Ausbildungsstruktur eingesetzt wurde*, die Kosten für die Umsetzung der Sozialklausel auf der Grundlage der eingereichten Belege begleichen (Soweit erforderlich, ist Ihr Vermittler zu kontaktieren; er verfügt über praktische Instrumente, um Sie zu beraten);

10. Wurde die Sozialklausel vollständig umgesetzt, dann die Bescheinigung über die ordnungsmäßige Umsetzung der Sozialklausel ausstellen (Diese Bescheinigung kann auf <http://marchespublics.wallonie.be> > *clauses sociales travaux* heruntergeladen werden);

11. Ihrem Vermittler eine Kopie der Bescheinigung über die ordnungsgemäße Umsetzung der Sozialklausel unter Angabe des Betrags, der dem Auftragnehmer für die *soziale Ausbildungsleistung* erstattet wurde, übermitteln, damit er die von der Regierung verlangte Berichterstattung über die Sozialklauseln vornehmen kann.

VI. Überwachung der Aufträge, die Sozialklauseln umfassen

Die Wallonische Regierung hat einen Leitungsausschuss eingesetzt, der mit der Überwachung der Einführung von Sozialklauseln in die Bauaufträge in der Wallonie, der Entwicklung und Anpassung der einschlägigen Instrumente und der Bewertung der Auswirkungen der Aufnahme solcher Klauseln sowohl auf deren Begünstigten als auch auf die Wallonische Wirtschaft beauftragt ist.

Dies setzt eine Überwachung der öffentlichen Aufträge, die eine Sozialklausel umfassen, voraus. Somit werden die wallonischen öffentlichen Auftraggeber, auf die vorliegendes Rundschreiben Anwendung findet, gebeten, ihrem Sozialklausel-Vermittler folgende Dokumente bzw. Informationen mitzuteilen:

- die Kopie der Anweisung, mit den Arbeiten zu beginnen;
- die Kopie der Bescheinigung über die ordnungsmäßige Umsetzung der Sozialklausel;
- den dem Auftragnehmer gezahlten Betrag im Falle einer *sozialen Ausbildungsleistung*.

Diese Informationen werden zur ständigen Verbesserung des Systems benutzt.

VII. Weitere Informationen? - Wünschen Sie eine juristische Information über die Sozialklauseln (und auch über ethische und umweltbezogene Klauseln), so kann Ihnen die Notiz über die juristischen Rahmenbedingungen helfen. Darin werden die Rechtsvorschriften dargestellt, die die Aufnahme von Sozialklauseln in öffentliche Aufträge erlauben (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales - travaux > quelle clause sociale choisir ?);

- Wenn Sie eine Sozialklausel in einen öffentlichen Liefer- und Dienstleistungsauftrag aufnehmen möchten, steht Ihnen unter folgender Adresse ein Helpdesk zur Verfügung: marchespublics.responsables@spw.wallonie.be (Dieser Helpdesk ist auch für die Einführung von umweltbezogenen und ethischen Klauseln zuständig).

VIII. Inkrafttreten

Vorliegendes Rundschreiben tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Für die Träger der wirtschaftlichen Entwicklung gelten die im Dekret vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete festgehaltenen Übergangsbestimmungen, insbesondere Artikel 89 § 1, weiterhin uneingeschränkt.

Namur, den 7. September 2017

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205002]

7 SEPTEMBER 2017. — Omzendbrief overheidsopdrachten. — Opneming van sociale clausules in de overheidsopdrachten. — Verplichting om sociale clausules op te nemen in de overheidsopdrachten voor aanneming van werken inzake wegen en uitrusting van bedrijfsruimten > 750.000 miljoen € excl. btw

Aan alle Waalse gewestelijke aanbestedende overheden en operatoren inzake economische ontwikkeling,

I. Context

In haar gewestelijke beleidsverklaring 2017-2019 heeft de Waalse Regering de verbintenis aangegaan om de opneming van de sociale clausules in de overheidsopdrachten te bevorderen. Deze intentie heeft zich geuit in verschillende beslissingen van de Regering :

- 22 oktober 2015 en 28 april 2016 : beslissingen van de Waalse Regering om de dynamiek van de sociale clausules in Wallonië uit te breiden;

- 21 juli 2016 : aanneming van een omzendbrief waarbij de gewestelijke aanbestedende overheden verplicht worden om sociale clausules op te nemen in de overheidsopdrachten voor aanneming van werken - gebouwen > 1 miljoen € excl. Btw.

Het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken stelt bovendien de opneming van sociale clausules in de bestekken betreffende de ontsluitingswerken als voorwaarde voor de aanneming van de aanvragen voor een erkenningsontwerp.

II. Doelstelling en definitie

De sociale clausules zijn contractuele stipulaties waarmee een aanbestedende overheid, via een overheidsopdracht, een doel van maatschappelijk beleid nastreeft, verschillend van de openbare bestelling, dat rechtstreeks wil bijdragen tot het welzijn van de gemeenschap. Deze doelstelling van maatschappelijk beleid kan het volgende omvatten :

- socio-professionele plannen, d.w.z. dat de aanbestedende overheid een doelstelling van vorming/integratie van werkzoekenden, studenten, stagiairs of leerlingen en/of een doelstelling van integratie van gehandicapte personen nastreeft;

- andere plannen, zoals bijvoorbeeld ervoor zorgen dat de openbare diensten, openbare gebouwen, openbaar vervoer en openbare informatie toegankelijk zullen zijn voor iedereen met inbegrip van de gehandicapte personen, de ergonomie en de veiligheid van de werknemers in hun arbeidspost verbeteren, strijden tegen de armoede en de bestaansonzekerheid, de gelijke kansen bevorderen, enz.

Deze omzendbrief heeft uitsluitend betrekking op de sociale clausules met een socio-professioneel doel. Ze hebben tot doel stagiairs/ leerlingen die een opleiding volgen op de openbare werven toe te laten en/of ondernemingen van de sociale inschakelingseconomie (waarvan de doelstelling de inschakeling of de integratie van gehandicapte of benadeelde personen is) in staat te stellen om een deel van de openbare werken uit te voeren.

III. Toepassingsveld van de omzendbrief

III. 1. Betrokken aanbestedende overheden

Deze omzendbrief is van toepassing op het geheel van de Waalse gewestelijke aanbestedende overheden, d.w.z. de Waalse Regering, de Waalse Overheidsdienst, de instellingen van openbaar nut en de instellingen die ervan afhankelijk zijn.

Deze omzendbrief is ook van toepassing op het geheel van de operatoren inzake economische ontwikkeling die in aanmerking wensen te komen voor de gewestelijke subsidies krachtens het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.